

*Assurance-chômage—Loi*

perpétuer par le bill C-3 cette injustice criante, c'est un correctif immédiat qu'il importe de présenter.

● (1600)

*[Traduction]*

**M. Gordon Taylor (Bow River):** Monsieur l'Orateur, l'objectif du régime d'assurance-chômage est certes d'aider les vrais chômeurs. Pourtant, la loi sur l'assurance-chômage comporte tellement de conditions et de restrictions que les chômeurs véritables éprouvent parfois beaucoup de difficulté à obtenir de l'aide. La plupart des gens veulent travailler et sont prêts à fournir des efforts supplémentaires pour obtenir du travail. Par conséquent, le régime d'assurance-chômage atteint vraiment son objectif s'il garantit un niveau de vie raisonnable aux hommes et aux femmes incapables de trouver du travail malgré tous leurs efforts. Je ne pense pas que personne ne veuille que ceux qui sont chômeurs sans que ce soit de leur faute vivent dans l'indigence ou dans l'indignité.

Vu que certains se servent parfois du régime d'assurance-chômage de façon injuste ou abusive, il est encore plus important de savoir qui sont les chômeurs véritables et qui sont les faux chômeurs. A mon avis, depuis plusieurs décennies, nous n'accordons pas à la question de l'assurance-chômage tout le soin qu'elle mérite. Pendant plusieurs années, la conjoncture économique a été favorable. L'économie était prospère. Nous aurions dû profiter des années de vaches grasses pour enrichir la caisse de l'assurance-chômage en prévision des années de vaches maigres. Nous savons tous, comme les économistes, qu'il y a de bonnes et de mauvaises années. Nous nous rappelons tous ce que dit la Bible; les gens remplissaient leurs greniers à blé pendant les années de vaches grasses afin d'avoir de quoi manger pendant les huit années de vaches maigres.

Il faudrait faire preuve d'autant de prévoyance dans la gestion des caisses comme celle de l'assurance-chômage. Aujourd'hui, nous nous inquiétons de savoir si les réserves de la caisse sont suffisantes pour permettre au régime de fonctionner comme il le devrait. Nous avons connu un grand nombre d'années de richesse pendant lesquelles le gouvernement aurait pu facilement accumuler des réserves pour garantir un niveau de vie raisonnable à ceux qui contre leur gré se retrouveraient sans travail.

Certains reprochent au gouvernement de l'Alberta d'avoir établi la caisse du patrimoine, mais à mon avis, il faudrait plutôt féliciter le premier ministre et les législateurs de cette province d'avoir pris une telle initiative. Ils se sont rendu compte que leurs réserves de pétrole et de gaz ne dureraient pas toujours et que s'ils gaspillaient les recettes qu'elles leur rapportent maintenant, la province risquerait de se trouver dans une situation difficile plus tard.

● (1610)

Nous nous rendons compte aussi que le pétrole et le gaz qui sont extraits aujourd'hui n'appartiennent pas seulement à la génération actuelle, mais que la génération à venir y a aussi droit. Le premier ministre Lougheed et son cabinet ont établi le Fonds du patrimoine de l'Alberta dont le tiers servira à préparer l'avenir, à créer des emplois quand les emplois actuels

auront disparu et à veiller à ne pas accabler nos gens d'un trop lourd fardeau fiscal quand les temps sont difficiles.

Pourquoi n'a-t-on pas fait la même chose en ce qui concerne la caisse d'assurance-chômage? Les revenus du Canada ont été exceptionnels pendant bien des années, en fait depuis la Seconde Guerre mondiale, mais nous n'avons pas été prévoyants. Au lieu de mettre de l'argent de côté, nous sommes honteusement allés emprunter sur les marchés mondiaux comme si nous pouvions nous débarrasser de nos dettes en empruntant davantage. C'est encore ce que nous essayons de faire. Et maintenant, nous cherchons des moyens de rayer autant de gens que possible des registres de l'assurance-chômage.

Je plains le ministre d'avoir à trouver des moyens de priver de leurs prestations des gens qui sont légitimement sans emploi. On ne devrait jamais avoir recours à de pareils procédés. Je ne peux pas comprendre que la caisse d'assurance-chômage ne soit pas assez garnie aujourd'hui pour assurer un niveau de vie au moins décent aux chômeurs. Le régime ne voudrait rien s'il ne pouvait garantir des prestations aux hommes, aux femmes et à leurs familles en cas de chômage. L'histoire nous montre que tous les pays connaissent des périodes où le nombre des sans-emploi augmente. Mais on n'a pas été prévoyant, ce qui fait que les chômeurs souffrent aujourd'hui dans beaucoup de régions. Il est grave de manquer de prudence à ce point. On le constate maintenant dans le cas de l'assurance-chômage qui devait aider ceux qui ne peuvent se trouver du travail malgré tous leurs efforts.

J'aimerais parler un instant des aspects positifs de l'assurance-chômage. La meilleure façon d'administrer un régime d'assurance-chômage, c'est de s'assurer qu'il y a autant d'emploi et de travail que possible. Pourtant, le gouvernement fait bien des choses aujourd'hui qui entraînent la suppression d'emplois. Ensuite, nous reprochons aux gens de ne pas trouver de travail ou de demander des prestations d'assurance-chômage ou encore, ce qui arrive souvent, de recourir au bien-être social. Selon moi, le ministre—qui n'est d'ailleurs pas à la Chambre—devrait faire l'impossible pour permettre aux chômeurs de trouver du travail. Chaque jour, on pose des questions au gouvernement pour savoir ce qu'il fait pour donner du travail à plus de gens et, chaque jour, on apprend qu'il est en train d'examiner la situation. Personne ne formule de propositions concrètes pour permettre aux chômeurs de tout le Canada de recommencer à travailler. Dans un pays aussi prospère que le nôtre, le taux de chômage devrait être infime. Il y aura toujours des chômeurs, mais il devrait y en avoir le moins possible.

Que faisons-nous aujourd'hui pour empêcher les gens d'investir? Quand les gens investissent dans une industrie, des hommes et des femmes peuvent être embauchés. C'est ce qui crée de l'emploi. Si des centaines ou des milliers de petites entreprises partout au Canada pouvaient engager une personne ou deux, le taux de chômage baisserait de façon marquée et cela relancerait l'économie. Mais nous ne faisons rien pour encourager ces entreprises.